

Faut-il en finir avec l'enseignement des langues nationales?

OPINION

Il y a quelques jours, une nouvelle inquiétante – ou présentée comme telle – a fait le tour des médias suisses. Selon une étude scientifique auprès des recrues, dirigée par le spécialiste genevois de l'économie des langues, François Grin, la grande majorité des jeunes Suisses parlerait, outre leur langue de tous les jours, beaucoup plus souvent l'anglais qu'une deuxième langue nationale. Si ce constat n'est pas très étonnant, une autre conclusion est plus troublante: la grande majorité des jeunes considérerait l'enseignement des autres langues du pays comme ennuyeux, «ringard», voire inutile.

L'enseignement des langues nationales, dans lequel les cantons suisses investissent énormément de moyens, serait-il peine perdue ou carrément de l'argent jeté par la fenêtre? Serait-il préférable que les écoles suisses se limitent à l'enseignement de l'anglais et en finissent avec celui des langues du pays, du moins dans la scolarité obligatoire? Certains détracteurs

de nos écoles publiques n'ont pas attendu la nouvelle étude pour demander un tel changement de cap. Et il faut reconnaître que l'efficacité indéniablement insuffisante de l'enseignement des langues semble apporter des flots d'eau à leurs moulins.

Mais ont-ils raison? La réponse ne peut être que non. Premièrement, connaître le jugement des jeunes Suisses sur l'enseignement des langues est certes utile dans la mesure où il permet éventuellement d'apporter des améliorations à la pratique courante. Mais en aucun cas il ne peut en constituer l'aune principale. Est-ce que l'on abandonnerait l'enseignement de la physique ou des mathématiques uniquement parce qu'un certain nombre de

jeunes les considéreraient comme ennuyeux ou inutiles? Bien sûr que non. Les langues, domaine hautement politisé, constitue bien le seul domaine où certains veulent faire dépendre les choix didactiques de l'avis des élèves (et de leurs parents). Or, s'il est sensé, par exemple dans la politique des transports, de relever régulièrement «l'indice de satisfaction des utilisateurs» pour améliorer l'offre, une telle démarche pourrait avoir des effets catastrophiques dans le domaine scolaire où l'on a affaire non pas à des consommateurs, mais à des jeunes à former.

Deuxièmement, l'utilité de l'enseignement des langues se révèle rarement à court terme, mais la plupart du temps à moyen terme. Combien de personnes de 20 ans qui trouvent l'allemand inutile sont contentes, dix ans plus tard, que «mes parents ont insisté pour que j'apprenne l'allemand»?

Troisièmement, et on ne le dit jamais assez: la question cruciale n'est pas de

savoir si l'enseignement des langues nationales est plus ou moins important que l'anglais, car la nécessité de l'anglais est devenue une évidence. De nos jours, savoir l'anglais à côté de sa langue maternelle est le minimum vital en matière linguistique. Ce n'est qu'à partir d'une troisième langue qu'on peut espérer avoir un avantage concurrentiel sur le marché du travail. Dès lors, si nos écoles veulent préparer les jeunes au marché du travail, elles doivent leur donner au moins des bases rudimentaires d'une troisième langue.

Dans le cas de la Suisse, cette troisième langue – remarquons que pour beaucoup de jeunes, surtout ceux issus de l'immigration, elle est souvent déjà un quatrième, voire un

cinquième idiome! – devrait effectivement être une langue nationale. Car sur le marché du travail suisse, il est tout de même plus fréquent de parler une langue du pays que, par exemple, l'arabe – quelle que soit l'importance internationale de cette dernière langue.

Si la Suisse abandonnait l'enseignement obligatoire des langues nationales, elle priverait les jeunes d'un atout essentiel et tirerait un magnifique autogoal à un moment où les pays alentour s'efforcent d'améliorer le niveau linguistique de leurs jeunes. N'oublions pas que l'Union européenne a fait du trilinguisme le nouvel objectif de l'enseignement des langues dans les écoles publiques. Certes, on n'y est pas encore, toutefois, des progrès notables ont été faits en maints endroits. Même nos voisins français, italiens et allemands, dont la connaissance des langues n'est en général pas la première des qualités, sont sérieusement en train de s'améliorer. Ce serait quand même le comble si la Suisse, réputée – peut-être même trop – pour le multilinguisme de ses habitants, renonçait à avancer sur ce chemin, alors que les autres pays commencent à sérieusement y aller.

Bref, l'enseignement des langues doit rester une priorité de l'école publique en Suisse. On peut discuter des modalités. On peut et doit aussi se poser la question de savoir à quel moment commencer l'enseignement des langues dites étrangères. Cela fait partie du débat public. Et sans doute doit-on sérieusement parler de la meilleure façon d'améliorer les résultats. Mais remettre en question le principe de l'enseignement des langues nationales serait pire qu'une folie: une erreur. ■

CHRISTOPHE BÜCHI
JOURNALISTE,
ANCIEN CORRESPONDANT DE
LA «NZZ» EN SUISSE ROMANDE

